

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/M/46**

23 juillet 2003

(03-3953)

---

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

## **COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LE 8 MAI 2003**

Président: S.E. M. Milan Hovorka (République tchèque)

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité") a tenu une réunion ordinaire le 8 mai 2003.
2. La convocation à la réunion avait été distribuée aux Membres dans l'aérogamme WTO/AIR/2080.
3. Avant de demander si un Membre souhaitait soulever une question au titre du point "Autres questions", le Président a dit devoir expliquer de manière très brève et factuelle un aspect de l'ordre du jour proposé. Les points A à O inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Comité portaient sur l'examen de nouvelles notifications de législations ou de réglementations en matière de droits compensateurs. Les Membres se rappelleraient que la réunion ordinaire précédente du Comité, tenue à l'automne 2002, avait été suspendue en ce qui concerne le point A, relatif à l'examen de la législation nationale en matière de droits compensateurs de certains Membres. Les Membres relèveraient que parmi les notifications de législations figurant dans l'aérogamme portant convocation de la réunion, certaines portaient sur la législation figurant dans la liste faisant l'objet du point suspendu de l'ordre du jour. Pour être plus précis, il s'agissait des notifications de législations figurant dans les points A, B, C, H, I et N de l'aérogamme, à savoir celles d'Antigua-et-Barbuda, de l'Argentine, du Brésil, de la Grenade, du Japon et de la Turquie. Le Président a dit vouloir préciser les circonstances ayant abouti à cette situation. Pendant les semaines précédant la réunion en cours, un certain nombre des délégations concernées avaient contacté le Président pour lui demander que leurs notifications de législation soient inscrites à l'ordre du jour de la réunion, pour examen. Sur cette base, et compte tenu de la situation ayant mené à la suspension de ce point de l'ordre du jour à l'automne précédent, mais aussi du fait que des consultations visant à résoudre le problème avaient lieu dans d'autres enceintes, le Président a tenu des consultations avec d'autres délégations concernées. En inscrivant ces notifications particulières à l'ordre du jour de la réunion en cours, le Président avait été guidé par l'intérêt qu'il y avait à assurer le bon fonctionnement du Comité. En particulier, en avançant certaines des autres notifications, il était clairement entendu que la session ordinaire du Comité SCM de l'automne 2002 restait suspendue pour ce qui était du sous-point portant sur l'examen de l'une des notifications de législation – celle du Taipei chinois – et que cette façon de procéder ne compromettait le point de vue d'aucun Membre tel qu'exprimé à la réunion du Comité de l'automne 2002, laquelle reprendrait dès que la question aurait été résolue.
4. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

A.	ANTIGUA-ET-BARBUDA – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/ATG/2-G/SCM/N/1/ATG/2).....	4
B.	ARGENTINE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/ARG/1/SUPPL.6-G/SCM/N/1/ARG/1/SUPPL.6) .....	4
C.	BRÉSIL – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/BRA/2/SUPPL.1-G/SCM/N/1/BRA/2/SUPPL.1) .....	4
D.	CHINE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/SCM/N/1/CHN/1-G/SCM/N/1/CHN/1/SUPPL.1) .....	4
E.	COSTA RICA – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/CRI/2-G/SCM/N/1/CRI/2) .....	4
F.	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/DOM/3-G/SCM/N/1/DOM/2-G/SG/N/1/DOM/2) .....	4
G.	COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/SCM/N/1/EEC/2/SUPPL.3 .....	4
H.	GRENADE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/GRD/2-G/SCM/N/1/GRD/2).....	4
I.	JAPON – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/JPN/2/SUPPL.3-G/SCM/N/1/JPN/2/SUPPL.3) .....	4
J.	LITUANIE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/SCM/N/1/LTU/1) .....	4
K.	NOUVELLE-ZÉLANDE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/NZL/2/SUPPL.1-G/SCM/N/1/NZL/2/SUPPL.1).....	4
L.	NICARAGUA – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/NIC/1/SUPPL.1-G/SCM/N/1/NIC/1/SUPPL.1).....	4
M.	PAKISTAN – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/SCM/N/1/PAK/2/SUPPL.1) .....	4
N.	TURQUIE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/TUR/3/SUPPL.1-G/SCM/N/1/TUR/3/SUPPL.1) .....	4
O.	ZIMBABWE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/ZWE/2/SUPPL.1-G/SCM/N/1/ZWE/2/SUPPL.1) .....	4
P.	RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS (ARTICLE 25.11) .....	6
Q.	DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS: NOTIFICATIONS (G/SCM/N/91, 94 ET 96).....	7
R.	NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS .....	7

<b>1.</b>	<b>Examen des nouvelles notifications complètes de 2001 concernant les subventions et de la documentation connexe conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa réunion de mai 2001 (G/SCM/W/441).....</b>	<b>7</b>
	<i>a) Bolivie (G/SCM/N/71/BOL &amp; Corr.1)</i>	
	<i>b) Estonie (G/SCM/N/71/EST)</i>	
	<i>c) Grenade (G/SCM/N/71/GRD/Suppl.2)</i>	
	<i>d) Malawi (G/SCM/N/71/MWI)</i>	
	<i>e) Norvège (G/SCM/N/71/NOR/Suppl.1)</i>	
	<i>f) Thaïlande (G/SCM/N/71/THA/Suppl.1)</i>	
<b>2.</b>	<b>Examen des nouvelles notifications complètes de 2001 concernant les subventions reçues trop tard pour être examinées à la réunion du printemps 2003 conformément aux procédures antérieurement convenues par le Comité.....</b>	<b>8</b>
	<i>a) Nouvelle-Zélande (G/SCM/N/71/NZL)</i>	
	<i>b) États-Unis (G/SCM/N/71/USA/SUPPL.1)</i>	
<b>3.</b>	<b>Groupe de travail des notifications concernant les subventions – Rapport du Président sur la réunion du 8 mai .....</b>	<b>9</b>
<b>4.</b>	<b>Calendrier et priorités pour la présentation des notifications concernant les subventions .....</b>	<b>9</b>
<b>5.</b>	<b>Procédures d'examen des nouvelles notifications complètes pour 2003 G/SCM/W/524 .....</b>	<b>10</b>
<b>S.</b>	<b>PROROGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE LA PÉRIODE DE TRANSITION CONCERNANT LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION POUR LES PROGRAMMES ADMISSIBLES DE CERTAINS MEMBRES .....</b>	<b>11</b>
<b>1.</b>	<b>Dates limites pour la présentation des notifications et des questions et réponses aux fins de l'examen, par le Comité, des obligations en matière de transparence et de statu quo dans le cadre des décisions figurant dans les documents G/SCM/50 à 102 relatives à la procédure au titre de l'article 27.4 (prorogation de la période de transition concernant les subventions à l'exportation pour les programmes admissibles de certains membres) .....</b>	<b>11</b>
<b>2.</b>	<b>Renseignements de la Thaïlande mentionnés dans les décisions du Comité figurant dans les documents G/SCM/101 et G/SCM/102 .....</b>	<b>11</b>
<b>T.</b>	<b>MÉTHODE RELATIVE AU DOLLAR CONSTANT POUR LA GRADATION EN CE QUI CONCERNE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SMC .....</b>	<b>18</b>
<b>U.</b>	<b>GROUPE D'EXPERTS PERMANENT – ÉLECTION D'UN EXPERT .....</b>	<b>19</b>

V.	AUTRES QUESTIONS.....	19
1.	<b>Déclaration des États-Unis concernant la demande des États-Unis que le Secrétariat procède au calcul de la compétitivité à l'exportation dans le secteur du textile et du vêtement de l'Inde.....</b>	<b>19</b>
2.	<b>Déclaration de l'Inde concernant la demande des États-Unis que le Secrétariat procède au calcul de la compétitivité à l'exportation dans le secteur du textile et du vêtement de l'Inde.....</b>	<b>20</b>
W.	DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE.....	20
X.	ÉLECTION DU BUREAU.....	20

#### A-O. EXAMEN DES NOUVELLES NOTIFICATIONS DE LÉGISLATIONS

5. Le Président a dit que les points A à O de l'ordre du jour du Comité portaient sur l'examen des notifications de législations ou de réglementations en matière de droits compensateurs, conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa réunion spéciale d'avril 1996.<sup>1</sup> Comme indiqué dans l'aérogamme, vu le volume des documents, les délégations avaient été invitées à se munir de leurs propres exemplaires des notifications.

6. Pour faciliter les débats du Comité, les notifications déjà examinées par le Comité antidumping à sa réunion de l'automne 2002 et inscrites à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Comité SCM de l'automne 2002 ont été examinées en premier: Antigua-et-Barbuda; Argentine; Brésil; Grenade; Japon; Turquie. Pour chacune de ces notifications, le Président a demandé aux Membres s'ils avaient des observations à formuler. Aucune de ces notifications n'a appelé d'observation ou de question.

7. Le Comité est passé aux nouvelles notifications de législations qui restaient à examiner. Les questions relatives à celles-ci devaient être soumises au Membre intéressé et au Secrétariat au plus tard trois semaines avant la réunion en cours, c'est-à-dire le 10 avril 2003 dernier délai. Comme prévu dans les procédures convenues, les Membres qui reçoivent des questions écrites doivent répondre oralement, pendant la réunion, aux questions soumises en temps voulu. Ils doivent aussi, ultérieurement, présenter une version écrite de leurs réponses à toutes les questions qui leur ont été posées par écrit. Le Président a rappelé aux Membres que l'on pouvait leur poser des questions complémentaires à la réunion. Si un Membre posait une question complémentaire et voulait qu'on y apporte une réponse écrite, la question devait être soumise par écrit le 15 mai 2003 au plus tard. Les réponses écrites à toutes les questions écrites devaient être soumises au plus tard le 3 juillet 2003. Le Président a noté que la plupart des questions avaient été soumises en temps voulu, ou avec quelques jours de retard seulement. Il a espéré que les Membres seraient, à l'avenir, attentifs aux délais à respecter.

8. Le Comité a examiné la première de ces notifications, celle de la Chine. Les Communautés européennes et les États-Unis avaient posé des questions écrites. Ces questions, accompagnées des réponses de la Chine, figuraient dans les documents G/SCM/Q1/CHN/20 et 21.

9. Le délégué des Communautés européennes a remercié la délégation chinoise des réponses écrites. Les Communautés européennes ont soumis des réponses complémentaires par écrit, dans le

---

<sup>1</sup> Document G/SCM/W/293.

document G/SCM/Q1/CHN/22. Les réponses de la Chine apparaissaient dans le document G/SCM/Q1/CHN/23.

10. Le délégué des États-Unis a dit que la délégation de son pays appréciait les efforts de la Chine pour répondre aux questions posées par sa délégation. Les États-Unis jugeaient particulièrement utile le fait que les réponses aient été données par écrit avant la réunion et ils en remerciaient la Chine. Il a demandé à quel moment la délégation chinoise pensait notifier des lois et règlements dont il avait été question mais qui n'avaient pas encore été notifiées, parce qu'ils étaient en cours de traduction ou pour d'autres raisons analogues. Le délégué des États-Unis voulait aussi soulever une question en ce qui concernait l'obligation de la Chine de notifier les subventions. Il a fait valoir que la Chine n'avait pas encore fait sa première notification annuelle de subventions, comme elle y était tenue en vertu de l'article 25.1 de l'Accord, alors que cette notification aurait dû parvenir au Comité en juin 2002. Le délégué des États-Unis a dit que la délégation de son pays aimerait que la Chine confirme qu'elle respecterait, pour 2003, la date butoir du 30 juin pour la notification des subventions. Il a dit que le défaut de participation de la Chine au processus de notification nuisait à la transparence à laquelle les Membres avaient œuvré et rendait difficile pour les Membres de confirmer que la Chine respectait bien les obligations lui incombant en vertu de l'Accord.

11. Le délégué de la Chine a fait savoir, à propos des observations de la délégation des États-Unis, que pour des raisons de restructuration interne, les lois et règlements régissant les mesures antidumping et les mesures compensatoires et les enquêtes sur les mesures de sauvegarde allaient être modifiées en cours d'année. Une fois modifiés ces lois et règlements, la Chine les notifierait au(x) Comité(s) voulu(s). Dans le même temps, la Chine notifierait aux Comités, dès que possible, d'autres lois, règlements et règles relatifs aux mesures antidumping, aux droits compensateurs et aux enquêtes sur les mesures de sauvegarde. Quant à la notification de subventions, les autorités chinoises étaient en train de recueillir des renseignements sur les subventions. Le délégué de la Chine a déclaré que les notifications de subventions représentaient une lourde charge pour les pays en développement, et a rappelé que la Chine était un nouveau Membre de l'OMC. La Chine ferait de son mieux pour obtenir le plus possible de renseignements et notifierait le Comité le plus rapidement possible.

12. Le Comité est passé à l'examen de la notification de Costa Rica. La délégation de Costa Rica avait répondu aux questions relatives à la législation sur les subventions et les mesures compensatoires devant le Comité antidumping, à sa réunion des 1<sup>er</sup> et 2 mai 2003; ces réponses étaient consignées dans le document G/SCM/Q1/CRI/6. Cette notification n'a donné lieu à aucune autre question ou observation.

13. La notification suivante à examiner était celle de la République dominicaine. Le Président a noté que la délégation de la République dominicaine avait répondu à des questions des États-Unis sur la législation régissant les subventions et les mesures compensatoires devant le Comité antidumping, à sa réunion des 1<sup>er</sup> et 2 mai 2003.<sup>2</sup> Ces réponses figuraient dans le document G/SCM/Q1/DOM/3. Cette notification n'a donné lieu à aucune autre question ou observation.

14. Les notifications des Communautés européennes, de la Lituanie, du Nicaragua et de la Nouvelle-Zélande n'ont donné lieu à aucune autre question ou observation.

15. Passant à la notification du Pakistan, le Président a noté que la délégation du Pakistan avait répondu aux questions des Communautés européennes (document G/SCM/Q1/PAK/7) sur sa législation relative aux mesures compensatoires devant le Comité antidumping à sa réunion des 1<sup>er</sup> et 2 mai 2003. Ces réponses figuraient dans le document G/SCM/Q1/PAK/8. Cette notification n'a donné lieu à aucune autre question ou observation.

---

<sup>2</sup> Document G/SCM/Q1/DOM/2.

16. La dernière notification de législations inscrite à l'ordre du jour du Comité a été celle du Zimbabwe. Les États-Unis avaient posé des questions au Zimbabwe dans le document G/SCM/Q1/ZWE/7. **Aucune réponse écrite n'a encore été reçue.** Cette notification n'a donné lieu à aucune autre question ou observation.

17. Le Président a précisé que, conformément aux procédures arrêtées par le Comité pour l'examen des notifications de législations, pour qu'une notification ayant déjà été examinée puisse être inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Comité en octobre 2003, les questions portant sur ces notifications devaient être soumises au Secrétariat et au Membre dont la notification était à l'examen au plus tard le 11 septembre 2003. Selon sa pratique habituelle, le Secrétariat établirait une note récapitulative des délais à respecter pour ce Comité et ses organes subsidiaires, ainsi que pour le Comité des pratiques antidumping et le Comité des sauvegardes, et ce dans les semaines à venir.<sup>3</sup> Le Président s'est dit inquiet du fait que certains Membres ne soumettaient aucune notification sur la législation ou la réglementation régissant les mesures compensatoires. Pour bon nombre de Membres - si ce n'est pour la totalité d'entre eux - il suffirait pourtant d'une seule notification "zéro", indiquant l'absence de législation ou de réglementation en vigueur. Il semblait donc s'agir de quelque chose de fort simple. Quant aux Membres qui effectuaient des enquêtes en matière de droits compensateurs mais qui n'avaient pas encore procédé à la notification de leur législation, il était manifestement important, pour tous les États Membres, que cette notification soit faite, dans l'intérêt d'une plus grande transparence et d'une meilleure compréhension. Le Président a donc encouragé les Membres qui n'avaient pas encore fait de notification de le faire dans les délais les plus brefs.

18. Le Comité a pris note de toutes les déclarations.

P. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS (ARTICLE 25.11)

19. Le Président a déclaré qu'une demande de soumission des rapports semestriels pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2002 avant le 5 mars 2003 avait été diffusée aux Membres dans le document G/SCM/N/93, daté du 13 janvier 2003. Comme c'était malheureusement toujours le cas, un certain nombre de rapports semestriels avaient été reçus avec du retard. Le Président a rappelé aux Membres que les rapports semestriels étaient *toujours* dus à la fin août pour la période allant de janvier à août de l'année en cours et à la fin du mois de février pour la période allant de juillet à décembre de l'année précédente. Il a une fois de plus instamment prié les Membres de prendre toutes les mesures voulues pour soumettre ces notifications en temps opportun. Tout particulièrement pour les Membres qui n'avaient pris aucune mesure, il s'agissait d'une simple formalité. Il suffisait en effet d'envoyer une lettre d'une phrase indiquant qu'aucune mesure n'avait été prise. Les Membres qui avaient soumis un rapport semestriel faisant état de mesures compensatoires étaient énumérés au paragraphe 1 du document G/SCM/N/93/Add.1, daté du 1<sup>er</sup> mai 2003. Ces Membres étaient les suivants: Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Communautés européennes et États-Unis. Dans la mesure du possible, les rapports semestriels avaient été traduits et distribués au Comité, et figuraient parmi les documents de la réunion. En plus des Membres qui avaient soumis un rapport semestriel faisant état de mesures compensatoires, 42 Membres, dont la liste figurait au paragraphe 2 du document G/SCM/N/93/Add.1, avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure compensatoire au cours de la période à l'étude. S'il semblait que les Membres qui prenaient effectivement des mesures respectaient généralement cette obligation, il restait un nombre important de Membres qui n'avaient pas répondu à la demande qui leur avait été faite de remettre des rapports semestriels et qui, par voie de conséquence, avaient failli à l'obligation énoncée à l'article 25.11 de l'Accord. La liste de ces Membres se trouvait au paragraphe 3 du document G/SCM/N/93/Add.1.

---

<sup>3</sup> Distribué sous la cote G/ADP/W/432-G/SCM/W/525-G/SG/W/194.

20. Les rapports semestriels de l'Australie, du Brésil, du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis n'ont donné lieu à aucune observation, aucune question.

21. Le Comité a pris note de la déclaration.

Q. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS: NOTIFICATIONS

22. Le Président a dit que les listes de notifications concernant les décisions préliminaires et finales en matière de droits compensatoires reçues par le Comité avaient été distribuées au Comité dans les documents G/SCM/N/91, 94 et 96. Depuis la réunion précédente du Comité, l'Afrique du Sud, les Communautés européennes et les États-Unis avaient notifié des décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs. Aucune observation n'a été faite, aucune question n'a été posée au sujet de ces notifications.

23. Le Comité a pris note de la déclaration.

R. NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

1. **Examen des nouvelles notifications complètes de 2001 concernant les subventions et de la documentation connexe conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa réunion de mai 2001 (G/SCM/W/441)**

24. En ce qui concerne l'examen des nouvelles notifications complètes de 2001 concernant les subventions conformément aux procédures adoptées par le Comité, le Président a fait savoir que les notifications et documents connexes de la Bolivie, de l'Estonie, de Grenade, du Malawi, de la Norvège et de la Thaïlande étaient prévus pour examen au titre de ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé aux Membres que, comme en avait décidé le Comité à sa session d'octobre 2002, et comme il l'avait lui-même rappelé aux Membres dans sa télécopie du 15 janvier 2003, les nouvelles notifications complètes de 2001 concernant les subventions reçues trop tard pour être examinées à la réunion d'octobre 2002 le seraient, dans la mesure du possible, à la réunion du printemps 2003, conformément aux procédures adoptées par le Comité. Conformément à la décision prise par le Comité, les nouvelles notifications complètes concernant les subventions distribuées dans les trois langues de travail au plus tard 19 semaines avant la réunion en cours pourraient y être examinées. L'examen des notifications concernant les subventions devait se faire sous forme de questions et réponses écrites remises avant la réunion. Les questions écrites portant sur ces notifications devaient parvenir au Membre auteur de la notification et au Secrétariat de l'OMC au plus tard 15 semaines avant la réunion, c'est-à-dire pour le 22 janvier 2002. Les réponses écrites aux questions écrites étaient dues au plus tard six semaines avant la réunion, à savoir le 26 mars 2002. Toutes les questions et réponses écrites remises en temps voulu figuraient dans la série de documents disponibles auprès du centre de documentation. Les questions et réponses n'étaient pas toutes disponibles dans toutes les langues, en partie en raison du retard avec lesquelles elles avaient été remises et en partie à cause des délais requis pour la traduction.

25. La première notification à l'ordre du jour du Comité était celle de la Bolivie, laquelle faisait l'objet du document G/SCM/N/71/BOL & Corr.1. Le Président a indiqué que les États-Unis avaient soumis des questions, figurant dans le document G/SCM/Q2/BOL/1. **Aucune réponse écrite n'avait encore été reçue.**

26. La notification de l'Estonie se trouvait dans le document G/SCM/N/71/EST. L'Australie avait soumis des questions écrites, dans le document G/SCM/Q2/EST/1. Les réponses écrites de l'Estonie se trouvaient dans le document G/SCM/Q2/EST/2.

27. La notification suivante à l'ordre du jour était une notification supplémentaire de la Grenade, se trouvant dans le document G/SCM/N/71/GRD/Suppl.2. La notification initiale de la Grenade concernant les subventions devait elle aussi être examinée; il y avait eu échange de questions et de réponses dans le cadre de la procédure relative à l'article 27.4, l'année précédente. Cette notification supplémentaire n'a appelé aucune observation ou question.

28. La notification suivante à l'examen était la notification "néant" du Malawi. Cette notification n'a appelé aucune observation ou question.

29. La notification suivante à l'ordre du jour était la notification supplémentaire de la Norvège, se trouvant dans le document G/SCM/N/71/NOR/Suppl.1. Cette notification supplémentaire n'a appelé aucune observation ou question.

30. La dernière notification à l'examen au titre de ce point de l'ordre du jour était la notification supplémentaire de la Thaïlande. Le Président a rappelé que la notification initiale de la Thaïlande concernant les subventions (G/SCM/N/71) devait elle aussi être examinée; il y avait eu échange de questions et de réponses dans le cadre de la procédure relative à l'article 27.4, l'année précédente. L'Australie avait soumis des questions écrites sur la notification initiale de la Thaïlande dans le document G/SCM/Q2/THA/14. Les réponses écrites de la Thaïlande aux questions de l'Australie figuraient dans le document G/SCM/Q2/THA/15.

31. Le Président a rappelé aux Membres que toute question écrite complémentaire devait être remise au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard le 16 mai 2003. Les réponses écrites à ces questions complémentaires étaient à remettre avant le 13 juin 2003.

32. Le Comité a pris note des déclarations.

**2. Examen des nouvelles notifications complètes de 2001 concernant les subventions reçues trop tard pour être examinées à la réunion du printemps 2003 conformément aux procédures antérieurement convenues par le Comité**

33. Le Président a rappelé qu'au moyen de ses télécopies des 15 janvier et 17 février 2003 et du projet d'ordre du jour annoté envoyé aux Membres fin mars 2003, il avait informé les Membres que la notification complète de 2001 concernant les subventions de la Nouvelle-Zélande (G/SCM/N/71/NZL), ainsi que la documentation reçue des États-Unis (G/SCM/N/71/USA/Suppl.1), étaient parvenues trop tard pour pouvoir être examinées en application des procédures convenues antérieurement par le Comité. Cependant, vu qu'avant le délai indiqué - à savoir le 14 mars 2003 - aucun Membre n'avait formulé d'objection à la proposition du Président d'examiner cette notification et cette documentation à la réunion du printemps 2003, il avait l'intention d'y procéder à la réunion en cours. Comme les Membres en étaient informés, les questions écrites devaient être soumises au plus tard le 24 mars, et les réponses écrites au plus tard le 28 avril 2003.

34. Le Président a fait savoir qu'à moins qu'un Membre n'ait d'observations à formuler, il appellerait l'attention du Comité sur la notification complète de 2001 concernant les subventions de la Nouvelle-Zélande, faisant l'objet du document G/SCM/N/71/NZL. L'Australie et les États-Unis avaient posé des questions, que l'on trouverait dans les documents G/SCM/Q2/NZL/9 et 10, respectivement. Les réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions posées par l'Australie et les États-Unis se trouvaient dans le document G/SCM/Q2/NZL/11.

35. Le délégué des États-Unis a remercié la Nouvelle-Zélande des réponses fournies, dans lesquelles il voyait un modèle de réponses à fournir aux questions posées en matière de notification. Il a relevé en particulier les réponses relatives à la répartition des avantages dans le cadre des

programmes. Il s'agissait là en effet souvent des renseignements les plus difficiles à recueillir. Manifestement, les réponses avaient demandé beaucoup de travail et d'effort.

36. La notification supplémentaire des États-Unis (document G/SCM/N/71/USA/Suppl.1) n'a appelé aucune observation ou question.

37. Le Président a rappelé aux Membres que toute question écrite complémentaire devait être soumise au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard le 16 mai 2003. Les réponses écrites à d'éventuelles questions complémentaires devaient être soumises au plus tard le 13 juin 2003.

38. Le Comité a pris note des déclarations.

### **3. Groupe de travail des notifications concernant les subventions – Rapport du Président sur la réunion du 8 mai**

39. Le Président a déclaré que la raison d'être du Comité était de poursuivre le dialogue sur d'éventuelles nouvelles mesures à prendre pour faciliter la notification par les États Membres, y compris une éventuelle suite au séminaire sur les subventions à l'intention des fonctionnaires basés dans la capitale, tenu les 29 et 30 octobre 2002, laquelle avait été un franc succès. Dans un premier temps, il sollicitait le point de vue des délégations sur d'éventuelles modifications à apporter au format des notifications, tel que figurant dans le document G/SCM/6, sur la base des propositions annexées à la note établie par le Président l'année précédente, parue dans le document G/SCM/W/505. Il a pris acte du fructueux dialogue et a dit son intention de demander à son successeur d'envisager de poursuivre les consultations avec les Membres sur cette question de la révision du format des notifications afin de faciliter la procédure de notification pour les Membres. Il avait également l'intention de demander à son successeur d'envisager des consultations sur d'autres points ayant trait à la notification, dont la possibilité de renforcer le savoir-faire et les capacités en matière de notification sur le plan régional.

40. La discussion a également porté sur le calendrier et les priorités pour la présentation des notifications concernant les subventions et sur les procédures qui régiraient l'examen des nouvelles notifications complètes de 2003 concernant les subventions et le projet de procédures figurant dans le document G/SCM/W/524 pour ce qui était des procédures pour l'examen des nouvelles notifications complètes de 2003 concernant les subventions. Le Président a toutefois dit qu'il n'aborderait pas le fond de ces deux questions car le Comité les examinerait au titre des deux points suivants de son ordre du jour.

41. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

### **4. Calendrier et priorités pour la présentation des notifications concernant les subventions**

42. Comme indiqué dans la télécopie que le Président avait adressée aux Membres le 17 février 2003, ainsi que dans l'ordre du jour annoté de la session en cours, le Président a rappelé l'accord intervenu à la réunion spéciale du Comité tenue en mai 2001 (G/SCM/M/30), en ce qui concerne le calendrier et les priorités pour la présentation des notifications concernant les subventions, y compris la nécessité de faire le point de la situation au terme de deux ans (c'est-à-dire en 2003). Le Président a rappelé en outre que, à cette réunion spéciale de 2001, le Président précédent avait eu l'impression que les Membres pensaient que c'était en donnant la plus grande priorité à la présentation des nouvelles notifications complètes, tous les deux ans, que leurs ressources seraient le mieux utilisées, et en donnant une moindre priorité aux mises à jour annuelles des notifications. S'agissant des nouvelles notifications complètes, les Membres pourraient se concentrer, une année sur la présentation de leur propre notification, puis l'année d'après sur l'examen des notifications des autres Membres. Cette façon de procéder permettrait, a-t-on pensé, de rendre la procédure plus

transparente, ce qui était somme toute le but de toute l'opération; en effet, les mesures proposées ne visaient ni à compliquer ni à alléger les droits et obligations des Membres. Le Président avait cru comprendre que les Membres voudraient constater si, concrètement, un effort accru visant les nouvelles notifications complètes avait comme effet un respect plus grand des obligations de présenter des notifications, et qu'ils voudraient donc faire le point à l'issue d'une période de deux ans, c'est-à-dire en 2003, c'est-à-dire en ce moment même. Les Membres devaient donc décider s'ils voulaient reconduire ces arrangements relatifs au calendrier et aux priorités pour la présentation des notifications de subventions pour une nouvelle période d'essai.

43. Le Président a noté que, bien que la mise en jeu du processus prévu à l'article 27.4 par le Comité ait eu comme effet en 2001-2002 la présentation de notifications de subventions par certains Membres qui n'avaient jamais présenté de notification, le respect par les Membres de l'obligation leur incombant en vertu de l'article 25.1 de présenter des notifications de subventions continuait de laisser énormément à désirer. Au 31 décembre 2002, 54 Membres (les Communautés européennes constituant un seul Membre) avaient présenté une nouvelle notification concernant les subventions pour 2001, dont 15 avaient notifié qu'ils n'avaient mis en place aucune subvention spécifique devant être notifiée. Cela signifiait que 75 Membres n'avaient pas présenté de nouvelle notification complète pour 2001. Le Président a rappelé que l'une des raisons essentielles des mesures pilotes introduites pour la période 2001-2003 avait été d'inciter tous les Membres à satisfaire à leur obligation de transparence en présentant une nouvelle notification complète concernant les subventions. Il a dit avoir l'impression que le point de vue des Membres sur ce point était en grande partie celui décrit par le Président en 2001. Autrement dit, il avait l'impression que c'était en donnant la plus grande priorité à la présentation des nouvelles notifications complètes tous les deux ans, et une moindre priorité aux mises à jour annuelles des notifications, que les Membres pensaient utiliser au mieux leurs ressources. Cette façon de procéder permettrait, pourrait-on penser, de rendre la procédure plus transparente, ce qui était, après tout, le but de toute l'opération; les mesures proposées ne visaient en effet ni à compliquer ni à alléger les droits et obligations des Membres. Ainsi – et nonobstant le peu d'empressement mis par les Membres à observer cette obligation – comme il l'avait indiqué dans la télécopie qu'il avait adressée aux Membres le 17 février comme dans l'ordre du jour annoté de la réunion en cours, le Président croyait comprendre que le Comité accepterait de reconduire l'arrangement pour une nouvelle période d'essai de deux ans, afin d'inciter tous les Membres à présenter leurs nouvelles notifications complètes et que le Comité ferait de nouveau le point de la question deux ans plus tard, c'est-à-dire en 2005.

44. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

## **5. Procédures d'examen des nouvelles notifications complètes pour 2003**

45. Le Président a dit qu'il avait déjà été rappelé plusieurs fois aux Membres au cours de la réunion que, conformément à l'article 25 de l'Accord, tous les Membres devaient présenter une nouvelle notification complète concernant les subventions au plus tard le 30 juin 2003. L'invitation faite aux Membres de présenter leur nouvelle notification complète concernant les subventions pour 2003 avait été distribuée aux Membres en février 2003 sous la cote G/SCM/N/95. Le Comité devait toutefois adopter des procédures pour l'examen de ces notifications. Le Président demandait donc aux Membres de déterminer si le Comité pouvait adopter le projet de procédure figurant dans le document G/SCM/W/524 pour l'examen des nouvelles notifications complètes concernant les subventions pour 2003. Le Président a précisé que les propositions dont le Comité était saisi renaient le calendrier tel que prévu initialement et que, d'après son interprétation du point de vue de certaines délégations, tel qu'exprimé au sein du Groupe de travail, il ne proposait plus la possibilité d'écourter les délais prévus. Le Président a demandé si les Membres acceptaient cette façon de procéder.

46. Le Comité a pris note de la déclaration du Président et est convenu de procéder de cette manière.

S. PROROGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE LA PÉRIODE DE TRANSITION CONCERNANT LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION POUR LES PROGRAMMES ADMISSIBLES DE CERTAINS MEMBRES

1. **Dates limites pour la présentation des notifications et des questions et réponses aux fins de l'examen, par le Comité, des obligations en matière de transparence et de statu quo dans le cadre des décisions figurant dans les documents G/SCM/50 à 102 relatives à la procédure au titre de l'article 27.4 (prorogation de la période de transition concernant les subventions à l'exportation pour les programmes admissibles de certains Membres)**

47. Comme il l'avait indiqué dans la télécopie adressée aux Membres le 7 mars 2003 au sujet des consultations informelles qu'il avait tenues le 6 mars sur cette question, le Président a proposé que le Comité convienne des dates suivantes pour l'examen prescrit des obligations en matière de statu quo et de transparence figurant dans les décisions adoptées par le Comité en novembre et décembre 2002 ayant trait à la prorogation de la période de transition concernant les subventions à l'exportation pour les programmes admissibles de certains Membres (documents G/SCM/50-102): les Membres concernés présenteraient la notification requise avant le 30 juin 2003, c'est-à-dire le même délai que pour la présentation des nouvelles notifications complètes concernant les subventions pour 2003. Ce délai permettrait le cas échéant un échange de questions et réponses avant la réunion du Comité, (prévue durant la semaine du 27 octobre 2003). Les questions écrites seraient à présenter au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2003 et les réponses écrites avant le 6 octobre 2003.

48. Voulant préciser sa pensée, le Président a dit que tout en proposant que les Membres visés soumettent les notifications requises au plus tard le 30 juin 2003, il souhaitait qu'il s'agisse là du *dernier délai* et incitait vivement les Membres à présenter leur notification aussi tôt que possible, facilitant ainsi un échange utile d'informations. Voulant apporter encore plus de précisions, le Président a fait savoir que ce délai était rattaché aux notifications concernant les obligations en matière de statu quo et de transparence décidées par le Comité l'année précédente. Constatant qu'aucun Membre n'avait fait d'objection à la date du 15 avril - délai qu'il avait fixé dans sa télécopie du 7 mars - il pensait que les Membres acceptaient cette façon de procéder.

49. Le Comité a pris note de la déclaration du Président et en est ainsi convenu.

2. **Renseignements de la Thaïlande mentionnés dans les décisions du Comité figurant dans les documents G/SCM/101 et G/SCM/102**

50. Le Président a rappelé que les décisions du Comité faisant l'objet des documents G/SCM/101 et 102 renvoyaient à des renseignements que la Thaïlande devait communiquer. Dans le document G/SCM/101, portant sur l'Office thaïlandais des sites industriels, il était pris note de "l'engagement pris par la Thaïlande de communiquer au Comité, le 31 mars 2003 au plus tard, un programme de travail modifié correspondant, aux fins de la modification de la Loi sur l'Office thaïlandais des sites industriels". À cet égard, le Président a renvoyé au document G/SCM/101/Suppl.1, présenté par la Thaïlande et daté du 28 mars 2003, et a rappelé que les États-Unis avaient posé des questions à propos de cette notification, parue dans le document G/SCM/Q3/THA/19. S'agissant du programme de la Commission pour les investissements, le Président a rappelé que la décision figurant dans le document G/SCM/102 avait relevé l'engagement de la Thaïlande de faire de son mieux pour présenter dès que possible, mais le 15 avril 2003 au plus tard, pour examen à la réunion du Comité prévue pour le printemps 2003, tous les renseignements additionnels mentionnés dans le document G/SCM/Q3/THA/18. Les Membres se rappelleraient que le document G/SCM/102 contenait des questions sur le programme de la Commission pour les investissements posées par diverses délégations. À ce propos, le Président a appelé l'attention des Membres sur le document

G/SCM/Q3/THA/20, daté du 23 avril 2003, présenté par la Thaïlande. Un groupe de délégations avait présenté peu de temps auparavant des questions complémentaires ainsi qu'une liste de renseignements qui faisaient défaut.<sup>4</sup> Le Président a invité la délégation de la Thaïlande à prendre la parole pour présenter son document et répondre aux questions soulevées par la délégation des États-Unis sur le programme de l'Office thaïlandais des sites industriels.

51. Le délégué de la Thaïlande a déclaré qu'après que la demande thaïlandaise de prorogation en vertu de l'article 27.4 de l'Accord SCM eut été approuvée l'année précédente (documents G/SCM/101 & Suppl.1 sur le programme de l'Office thaïlandais des sites industriels et G/SCM/102 sur le programme de la Commission pour les investissements), la Thaïlande avait pris des mesures pour réviser sa base de données et examiner ce qu'il convenait de faire pour mettre en œuvre les décisions de manière appropriée et constructive, tout en tenant compte de la catastrophe économique dont toute l'Asie avait souffert entre 1997 et 2000, et qui avait incité la Thaïlande à supprimer les subventions à l'exportation, sans succès, d'ailleurs. Hormis cela, la Thaïlande avait beaucoup travaillé à plusieurs documents, y compris le document G/SCM/Q3/THA/18, dans lequel figuraient les questions de diverses délégations, de manière à veiller à ce que les Membres reçoivent une information pertinente avant la réunion en cours du Comité.

52. S'agissant de l'Office thaïlandais des sites industriels, le délégué de la Thaïlande a fait savoir que, conformément au document G/SCM/101, la Thaïlande était tenue, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, de ramener la prescription à l'exportation relevant du programme à 20 pour cent au maximum, et à 10 pour cent au maximum à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004, et d'en informer tous les investisseurs au plus tard le 31 janvier 2003. Le Conseil d'administration de l'Office avait décidé, le 4 février 2003, d'éliminer toutes les prescriptions à l'exportation, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, et ce afin d'être en conformité avec l'Accord et avec l'engagement pris par la Thaïlande dans le document G/SCM/Q3/THA/17/Suppl.1. La Thaïlande avait déjà notifié cette mesure, comme elle envisageait de le faire dans le document G/SCM/101/Suppl.1. Le délégué de la Thaïlande a souligné que la modification de la prescription à l'exportation de l'Office thaïlandais des sites industriels se trouvait au paragraphe 1 de la clause 10 de l'Avis n° 1/2003. Les autres parties de la clause 10 restaient inchangées, tels les sous-paragrophes 10.1 et 10.2. Dans la même notification, la Thaïlande avait joint également son plan de travail révisé visant à écourter la durée de la modification de la législation de manière à assurer l'élimination des subventions à l'exportation, à laquelle elle était tenue en vertu de la même Décision. En ce qui concernait l'état d'avancement du plan de travail sur la modification de la législation de l'Office thaïlandais des sites industriels, le délégué a précisé que l'on abordait la phase 4 du plan notifié. Comme le savaient les Membres, l'Office thaïlandais des sites industriels avait imposé une prescription à l'exportation de 100 pour cent en 1988. Par la suite, cette prescription avait été ramenée à 40 pour cent en 1995 et la Thaïlande avait pris une mesure importante en adoptant une prescription à l'exportation de zéro pour cent en janvier de l'année en cours. Les avis correspondants figuraient également dans le document déjà mentionné. Toutes les parties concernées dans les Zones industrielles d'exportation avaient déjà été informées par l'Avis n° 1/2003 de l'Office thaïlandais des sites industriels. Cette information servirait à clarifier certains des points soulevés, essentiellement par les États-Unis, dans le document G/SCM/Q3/THA/19, du 22 avril 2003. La décision du Conseil de l'Office thaïlandais des sites industriels témoignait de la sincérité de l'effort consenti par la Thaïlande pour supprimer les subventions à l'exportation et s'efforcer de satisfaire à son obligation en vertu de l'Accord.

53. Quant au programme de la Commission pour les investissements, le délégué de la Thaïlande a déclaré tout d'abord que la Thaïlande restait engagée à ne pas approuver de nouveaux projets prévoyant des subventions à l'exportation au titre du programme et à ne pas modifier le programme pour le rendre plus favorable, y compris en ce qui concerne la portée, le champ d'application et

---

<sup>4</sup> Documents G/SCM/Q3/THA/21 et /22. Les réponses de la Thaïlande à ces questions ont été diffusées ultérieurement sous la cote G/SCM/Q3/THA/23.

l'importance des subventions, au cours de la période de prorogation et du délai final de deux ans. Ensuite, la Thaïlande s'était également engagée à fournir les renseignements additionnels prévus dans le document G/SCM/Q3/THA/18 et à mettre en œuvre l'engagement relatif au statu quo et l'engagement à supprimer les subventions à l'exportation dans le cadre du programme de la Commission pour les investissements. La Thaïlande souhaitait dire de nouveau que la Commission avait aboli le mécanisme de prescription à l'exportation au mois d'août 2000; depuis cette date, aucune subvention à l'exportation n'avait été accordée à de nouveaux exploitants. Il restait néanmoins plusieurs investisseurs bénéficiant d'incitations aux investissements, consenties avant cette date-là, ainsi qu'il est indiqué dans le document G/SCM/Q3/THA/17. Le Conseil d'administration de la Commission pour les investissements, présidée par le Vice-Premier Ministre de la Thaïlande, avait décidé que ces prescriptions à l'exportation devaient être supprimées. La Thaïlande voulait préciser que les subventions à l'exportation pour 101 projets, sur 178, seraient supprimées d'ici à 2005 et que les subventions à l'exportation pour les 77 projets restants, dont l'expiration était prévue d'ici à la fin 2011, faisaient l'objet d'un examen par un groupe de travail créé par la Commission pour les investissements en vue de déterminer les éventuelles prescriptions à l'exportation. Des renseignements pertinents figuraient également dans le document G/SCM/Q3/THA/20, en réponse aux questions posées par diverses délégations dans le cadre de la demande de prorogation déposée par la Thaïlande. Le paragraphe 2 de la réponse de la Thaïlande à la question n° 1 devait être libellé comme suit: "Les subventions à l'exportation pour 101 de ces 178 projets seront éliminées d'ici 2005 et il est actuellement prévu que les subventions à l'exportation pour les 77 projets restants expirent d'ici la fin de 2011." Pour pouvoir répondre aux questions posées par des Membres, la Thaïlande avait envoyé un questionnaire aux investisseurs dans le but d'obtenir des renseignements qui ne figuraient pas dans sa base de données. Il convenait de noter que le défaut de réponse à certaines questions s'expliquait essentiellement par l'absence de réponse de la part des personnes à qui le questionnaire avait été envoyé. De fait, les investisseurs hésitaient à communiquer certains renseignements à la Commission pour les investissements, de peur de voir leurs affaires en pâtir. La Commission avait toutefois réussi à se procurer la plupart des renseignements demandés.

54. Le délégué de la Thaïlande a remercié les Membres qui avaient soutenu la demande de prorogation de la Thaïlande. Elle tenait à souligner que, depuis janvier 2003, la Thaïlande était allée au-delà de ce qui lui était demandé en vertu des décisions du 19 décembre 2002 pour ce qui était de l'élimination des subventions à l'exportation. La Thaïlande continuerait de faire tout son possible pour mettre fin aux subventions à l'exportation interdites, et ce avec un effet minimum sur les compagnies aussi bien thaïes que non thaïes. Pour y parvenir, il fallait la coopération des Membres ayant des ressortissants qui investissaient en Thaïlande, incitant ces derniers à répondre aux questionnaires envoyés par la Commission pour les investissements. Le délégué de la Thaïlande a dit que la Thaïlande était prête à travailler dans un esprit constructif avec les Membres. Deux responsables envoyées de la capitale assistaient à la réunion pour apporter des éclaircissements aux Membres et pour répondre à leurs questions éventuelles.

55. Le délégué des États-Unis a dit que la délégation de son pays appréciait les renseignements sur l'Office thaïlandais des sites industriels communiqués par la Thaïlande et se réjouissait de recevoir les réponses aux questions posées par les États-Unis.<sup>5</sup> Les États-Unis ont rappelé que la Thaïlande avait l'intention ferme de ne pas demander de nouvelle prorogation de la période de transition pour ce programme et de faire tout son possible pour faire en sorte que l'élimination des subventions à l'exportation intervienne au plus tard le 31 décembre 2005. Dans cette optique, les États-Unis constataient avec plaisir que la Thaïlande avait révisé le plan de législation de l'Office thaïlandais des sites industriels, dans le but d'achever cette révision d'ici à mars 2004 et de parvenir au respect intégral de la nouvelle loi d'ici à septembre 2004. Les États-Unis se réjouissaient de recevoir un rapport de la Thaïlande sur l'état de la législation et sur toute nouvelle mise à jour de la législation à de futures réunions du Comité SCM.

---

<sup>5</sup> La Thaïlande a ultérieurement présenté le document G/SCM/101/Suppl.2.

56. Le délégué des États-Unis a dit que la situation restait peu claire pour ce qui était du programme de la Commission pour les investissements. Il a rappelé que, comme condition de l'octroi de la prorogation pour 2003, la Thaïlande avait pris l'engagement de communiquer le plus rapidement possible, mais en tout état de cause le 15 avril 2003 au plus tard, pour examen par le Comité à sa session en cours, tous les renseignements additionnels demandés par diverses délégations, dont celles des États-Unis, des Communautés européennes, du Japon, du Canada, de l'Australie, de la Suisse, du Venezuela et du Pérou, tels que figurant dans le document G/SCM/Q3/THA/18. Ces questions étaient censées permettre au Comité d'évaluer le champ d'application du programme de la Commission pour les investissements, y compris la sensibilité des secteurs en jeu, et la distorsion des échanges imputable à la mise en place de subventions à l'exportation. Tout en sachant gré à la Thaïlande des efforts déployés jusqu'alors pour répondre aux questions, la délégation était déçue par le caractère incomplet des réponses, lesquelles ne suffisaient pas pour permettre une évaluation en toute connaissance de cause du programme de la Commission pour les investissements, pourtant requise par la Décision pour la réunion en cours. Les États-Unis s'étaient ralliés aux diverses autres délégations qui avaient initialement posé des questions à la Thaïlande en vue d'un document exhaustif regroupant les éléments manquants et les questions complémentaires.<sup>6</sup> Les États-Unis attendaient de recevoir dans un avenir proche les réponses aux points soulevés dans ce document exhaustif. Peut-être serait-il utile de revenir sur ce point lors d'une réunion informelle du Comité, une fois les réponses reçues. La délégation des États-Unis a noté que le Groupe de négociation sur les règles avait déplacé sa réunion prévue pour le 20 juin, ce qui constituerait peut-être un créneau pour une réunion à laquelle pourraient participer des experts venus de la capitale. Les États-Unis constataient avec inquiétude que d'après les renseignements disponibles, bon nombre des projets allaient bien au-delà de 2005; dans certains cas, les subventions à l'exportation restaient en place jusqu'en 2011, et les prescriptions à l'exportation plus longtemps encore. Les États-Unis ont relevé que la Thaïlande avait créé un groupe de travail pour étudier l'impact économique qu'aurait la suppression de la prescription à l'exportation pour les projets restants d'ici à la fin 2005. Il convenait de rappeler que le Comité avait traité de nombreuses demandes de Membres de voir proroger la période de transition vers l'élimination des subventions à l'exportation. La possibilité d'une prorogation de cinq ans, en plus des deux ans prévus par l'article 27.4, représentait le délai maximum accordé, et ce uniquement à des pays en développement Membres dont la part du commerce mondial des exportations est faible. Or, bon nombre des projets de la Thaïlande prévoyaient une prorogation bien au-delà de ces délais, alors même que le Comité n'avait pas le pouvoir d'accorder des prorogations de plusieurs années. Les États-Unis aimeraient savoir, au cas où le groupe de travail ne recommandait pas l'élimination des prescriptions à l'exportation, comment la Thaïlande avait l'intention de satisfaire aux obligations auxquelles elle était tenue en vertu de son appartenance à l'OMC.

57. Le délégué des Communautés européennes a remercié la Thaïlande des documents présentés au Comité sur les régimes mis en place pour l'Office thaïlandais des sites industriels et la Commission pour les investissements ainsi que du complément d'information présenté oralement lors de la réunion du Comité. S'agissant du programme de l'Office thaïlandais des sites industriels, les Communautés européennes s'associaient aux questions posées par les États-Unis<sup>7</sup> et se réjouissaient de voir les réponses écrites à ces questions. Les Communautés européennes n'arrivaient pas à comprendre, à partir du texte soumis, comment la Thaïlande parvenait aux résultats auxquels elle disait parvenir.

58. À propos du régime appliqué à la Commission pour les investissements, le délégué des Communautés européennes a noté que les autorités thaïlandaises avaient pris un certain nombre de mesures pour supprimer les prescriptions à l'exportation. Cependant, les Communautés européennes

---

<sup>6</sup> Document G/SCM/Q3/THA/21.

<sup>7</sup> Document G/SCM/Q3/THA/19.

regrettaient qu'il n'ait pas été donné de réponse à tous les renseignements demandés dans le document G/SCM/Q3/THA/18. Ce manque de renseignements empêchait les Communautés européennes de bien évaluer l'ampleur des projets pour lesquels les prescriptions à l'exportation n'avaient pas été supprimées et les distorsions des échanges internationaux qui en résultaient. Les Communautés européennes ont rappelé leur déclaration ainsi que celle de la Thaïlande lors de la réunion du Comité tenue le 19 décembre 2002. Les Communautés européennes ont confirmé leur intention de suivre la situation de très près tant qu'elle restait soumise à l'examen du Comité. Les Communautés européennes attachaient beaucoup d'importance à la confirmation de la Thaïlande, au mois de décembre, de son intention d'honorer les obligations lui incombant en sa qualité de Membre de l'OMC. D'après les renseignements disponibles jusqu'alors, il semblerait que la Thaïlande n'ait pas, à la date de cette réunion-là, identifié les moyens à mettre en œuvre pour répondre à ses obligations pour ce qui était du programme de la Commission pour les investissements. Les Communautés européennes s'associaient pleinement aux observations faites et aux questions complémentaires posées et se réjouissaient de poursuivre le travail avec la Thaïlande et les autres délégations pour examiner la question plus avant.<sup>8</sup> Les Communautés européennes trouvaient bonne la suggestion des États-Unis relative au calendrier pour une éventuelle réunion.

59. Le délégué du Canada a dit qu'une des conditions essentielles dont était assortie la décision du Comité du mois de décembre d'accorder une prorogation pour le programme de la Commission pour les investissements était la communication, par la Thaïlande, de renseignements complémentaires sur le programme. Le Canada avait été heureux de recevoir les renseignements en avril 2003; bien que ces renseignements aient été utiles, le Canada les jugeait insuffisants pour remplir les obligations accompagnant la décision de prorogation. C'est pourquoi le Canada avait comme d'autres Membres demandé des renseignements additionnels qu'il jugeait nécessaires pour satisfaire aux prescriptions de la décision de prorogation.<sup>9</sup> Le Canada faisait siennes les déclarations des Communautés européennes et des États-Unis et se réjouissait de continuer de travailler de concert avec la Thaïlande en vue de recevoir les renseignements additionnels. Le Canada appuyait l'idée d'une réunion informelle, telle que proposée par les États-Unis.

60. Le délégué de l'Australie a remercié la Thaïlande de sa notification, parue dans le document G/SCM/101/Suppl.1 pour ce qui était du programme de l'Office thaïlandais des sites industriels. L'Australie souhaitait toutefois des précisions et explications additionnelles sur la manière dont la quatrième modification de l'avis notifié permettait de parvenir à l'objectif déclaré. Dans le même ordre d'idée, l'Australie souscrivait aux questions posées par les États-Unis dans le document G/SCM/Q3/THA/19. L'Australie a remercié en outre la Thaïlande d'avoir répondu aux questions portant sur la prorogation accordée en décembre 2003 pour le programme de la Commission pour les investissements. L'Australie avait un certain nombre d'autres questions, qui se trouvaient dans le document présenté conjointement par plusieurs délégations.<sup>10</sup> L'Australie avait posé en outre d'autres questions, lesquelles figuraient dans le document G/SCM/Q3/THA/22.

61. La déléguée du Pérou a exprimé la gratitude de la délégation de son pays pour les efforts déployés par la délégation thaïlandaise pour répondre au questionnaire figurant dans le document G/SCM/Q3/THA/18 relatif au programme de la Commission pour les investissements. Bien que le Comité n'ait pas reçu les réponses dans les délais convenus, le Pérou, de concert avec d'autres Membres, avait posé des questions additionnelles.<sup>11</sup> La délégation péruvienne s'associait aux

---

<sup>8</sup> Document G/SCM/Q3/THA/21.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Ibid.*

observations formulées par les délégations ayant posé ces questions; en effet, le Pérou estimait que les renseignements communiqués par la Thaïlande ne permettaient pas de se faire une idée exacte de la structure des programmes et des projets visant leur démantèlement. Le Pérou s'est dit inquiet du calendrier prévu pour le démantèlement du programme de la Commission pour les investissements. Dans certains cas, le programme restait en effet en place jusqu'en 2014, alors que la prorogation accordée par le Comité allait jusqu'au 31 décembre 2002, comme indiqué dans le document G/SCM/102.

62. Le délégué de la Suisse a tout d'abord remercié la Thaïlande des renseignements communiqués sur les deux programmes – l'Office thaïlandais des sites industriels et la Commission pour les investissements – depuis la réunion précédente du Comité, ainsi que de l'introduction et présentation très exhaustives données lors de la réunion en cours. En ce qui concernait l'Office thaïlandais des sites industriels, la Suisse croyait comprendre, d'après le document distribué par la délégation thaïlandaise, que la prescription à l'exportation pour le programme de l'Office thaïlandais des sites industriels avait été supprimée. Si tel était le cas, la Suisse se félicitait de cette modification apportée par la Thaïlande avant le délai fixé par le Comité et remerciait la Thaïlande de ses efforts en ce sens. Cela étant, le délégué de la Suisse a fait savoir que la délégation de son pays avait eu quelque mal à comprendre le champ d'application exact de l'Avis de l'Office thaïlandais des sites industriels reproduit dans le document G/SCM/101/Suppl.1. La Suisse accueillait donc favorablement les questions posées par les États-Unis<sup>12</sup> sur ce point, tout comme la proposition, faite en cours de réunion, qu'il soit communiqué aux Membres des informations additionnelles sur l'évolution du programme de travail sur la législation. La Suisse a estimé que ces informations, ainsi que les réponses aux questions posées par les États-Unis, seraient fort intéressantes. Quant au programme de la Commission pour les investissements, la Suisse a remercié la Thaïlande des renseignements additionnels communiqués en réponse aux questions que plusieurs délégations avaient posées dans le cadre de l'article 27.4 (document G/SCM/Q3/THA/20). Il faudrait à la Suisse davantage de temps pour examiner ces réponses. Dans l'intervalle, et à l'instar d'autres délégations, la Suisse était un des co-auteurs d'une série de questions additionnelles, car elle n'arrivait toujours pas à se faire une idée exacte et complète de ce programme.<sup>13</sup> Par ailleurs, la Suisse croyait comprendre, d'après la réponse à la question n° 1 du document G/SCM/Q3/THA/20, que la Thaïlande avait encore des projets relevant de ce mécanisme qui allaient au-delà de la période de prorogation accordée pour l'élimination des subventions à l'exportation. Le Comité avait prorogé le délai jusqu'à fin 2002, à laquelle s'ajoutait la période transitionnelle de deux ans. Le délégué suisse a donc prié instamment la Thaïlande de faire tous les efforts possibles pour adapter le programme de manière à respecter les délais. La Suisse se réjouissait de poursuivre ce processus au sein du Comité et restait ouverte à diverses possibilités quant à la suite des travaux.

63. Le délégué du Venezuela a remercié la délégation de la Thaïlande des nouvelles réponses communiquées au Comité. Le Venezuela se faisait l'écho des propos des délégations précédentes et faisait siennes la liste de questions additionnelles soumises par un groupe de pays.<sup>14</sup> La délégation du Venezuela suivait la procédure avec la plus grande attention, non seulement pour des raisons d'échanges internationaux, mais encore pour des raisons ayant trait à l'ensemble du système. Tout en reconnaissant les circonstances très difficiles que la Thaïlande avait connues et que la délégation thaïlandaise avait décrites, la délégation du Venezuela estimait qu'il ne fallait pas accorder de délai supplémentaire pour la présentation des réponses encore en suspens et d'autres renseignements très pertinents que la Thaïlande n'avait pas encore communiqués, car, pour reprendre l'argument d'autres délégations, la présentation de ces renseignements était précisément l'une des conditions de l'octroi de

---

<sup>12</sup> Document G/SCM/Q3/THA/19.

<sup>13</sup> Document G/SCM/Q3/THA/21.

<sup>14</sup> *Ibid.*

cette exonération. Le délégué du Venezuela a dit que cette prorogation pourrait troubler l'ordre et l'harmonie des travaux du Comité. La délégation du Venezuela a encouragé la Thaïlande à poursuivre ses efforts pour donner des réponses complètes sur des points très importants, entre autres choses, la description du processus d'élimination des prescriptions à l'exportation (par exemple, les différentes catégories dont il est fait état dans le document, par secteur, par produit, par état d'avancement des projets), ainsi que des renseignements sur le statut juridique des décisions prises par la Commission pour les investissements en vue du démantèlement de ces prescriptions à l'exportation. La délégation vénézuélienne a dit que le Venezuela restait souple quant à la manière dont ces renseignements additionnels pourraient être communiqués à l'avenir et se félicitait de la proposition des États-Unis relative à la date d'une rencontre pour poursuivre l'examen approfondi de cette question.

64. La délégation du Japon a remercié la délégation thaïe d'avoir communiqué durant la réunion des renseignements, mais aussi des explications exhaustives. Étant donné que la fonction du Comité était de renforcer la transparence des programmes, le Japon était heureux que la Thaïlande se soit engagée à faire tous les efforts possibles pour communiquer les renseignements correspondant à toutes les questions en suspens relatives aux programmes de la Commission pour les investissements. C'était là l'une des conditions de la prorogation accordée pour l'année 2003. Le Japon a remercié la Thaïlande de la notification précisant que la prescription à l'exportation dans le cadre du programme de l'Office thaïlandais des sites industriels avait été éliminée le 1<sup>er</sup> janvier 2003. La délégation japonaise s'est associée aux questions posées par la délégation des États-Unis et à l'intérêt exprimé par d'autres délégations au sujet de l'Avis de l'Office thaïlandais des sites industriels qui avait été notifié.<sup>15</sup> Il serait bon que le Comité reçoive des précisions sur ce point.

65. S'agissant du programme de la Commission pour les investissements, le Japon s'est félicité des réponses que la Thaïlande avait apportées aux questions posées par divers Membres. Le Japon était bien conscient du travail que représentait pour le gouvernement thaï l'envoi, le retour et le dépouillement des questionnaires et l'analyse des données. Le Japon savait gré à la Thaïlande des efforts pour éliminer la prescription à l'exportation pour une part importante du programme. Mais, tout comme d'autres délégations, le Japon estimait que plusieurs points appelaient des précisions supplémentaires, points énumérés dans la liste commune de questions évoquée par la délégation des États-Unis.<sup>16</sup> Le délégué du Japon a également fait part de l'intention de la délégation de son pays de suivre de près les travaux du groupe de travail de la Commission pour les investissements sur les 78 projets restants, vu que la prorogation accordée pour ce programme en décembre 2002 concernait l'année 2003. Le Japon a appuyé l'idée des États-Unis de tenir des réunions informelles pour mieux préciser et mieux comprendre les enjeux des programmes.

66. Le délégué de la Thaïlande a remercié les Membres d'avoir posé des questions et fait des observations sur les réponses de la Thaïlande. Il a fait savoir que la mise à jour de la base de données permettant d'avoir accès à des renseignements pertinents avait pris plus de temps que prévu. Il a fait savoir qu'il avait été répondu à une part importante des questions. Bien qu'un certain nombre de questions n'aient pas encore reçu de réponse suffisante ou appropriée, la Thaïlande ferait de son mieux pour répondre aux questions à une date ultérieure. Les Membres ne devaient toutefois pas oublier que certaines questions n'avaient pas de réponse, non pas parce que la Thaïlande ne voulait pas y répondre, mais parce que l'information demandée n'existait tout simplement pas. Par exemple, s'agissant de la question n° 5 b) du document G/SCM/Q3/THA/21, sur la position dans la nomenclature du Système harmonisé, la Thaïlande ne disposait pas de cette information dans sa base de données. C'est pour cette raison que la Thaïlande n'avait pas répondu à cette question posée par certains Membres.

---

<sup>15</sup> Document G/SCM/Q3/THA/19.

<sup>16</sup> Document G/SCM/Q3/THA/21.

67. Le délégué thaï a dit que depuis que les questionnaires avaient été envoyés aux investisseurs, le monde des investissements avait été ébranlé. Il fallait faire preuve de discrétion lorsque l'on demandait des renseignements aux investisseurs. La délégation de la Thaïlande a fait valoir que cela ne signifiait nullement que la Thaïlande ne respectait pas les engagements qui lui incombent en vertu de l'Accord. La Thaïlande avait voulu simplement s'assurer qu'elle se trouvait sur la bonne voie. Dans le cadre des travaux du Groupe de travail, elle veillerait à examiner les moyens de faire en sorte qu'elle puisse respecter son engagement. Pour ce qui était du programme de l'Office thaïlandais des sites industriels, des préoccupations avaient été exprimées concernant la notification portant la cote G/SCM/101/Suppl.1. La Thaïlande souhaitait répéter que la prescription à l'exportation avait été supprimée parce qu'elle avait été exclue de la clause 10 de l'avis correspondant. Peut-être s'agissait-il d'un problème de traduction dans le texte que la Thaïlande avait distribué aux Membres. Le texte intégral de la clause 10 avait été distribué. Cela dit, seul le paragraphe 1, ayant trait aux prescriptions à l'exportation, avait été supprimé et remplacé par une nouvelle version. À partir du paragraphe 2, le texte restait identique. Quant aux autres questions posées par des Membres, la Thaïlande ferait de son mieux pour tenter d'y répondre en temps opportun.

68. Des interventions des Membres, le Président a dégagé tout d'abord l'impression que les Membres avaient beaucoup apprécié les efforts de la délégation thaïe pour communiquer l'information demandée dans les décisions G/SCM/101 et 102. Dans le même temps, il a cru comprendre que, malgré ces efforts, certaines questions, certains points appelaient un complément d'attention. Il n'avait pas été répondu à certaines questions initiales avant la réunion du Comité. En outre, des questions additionnelles avaient été posées durant cette réunion. Par ailleurs, certains Membres avaient laissé entendre que, après avoir réfléchi aux délibérations du Comité, il se pouvait qu'ils posent des questions additionnelles. Côté pratique, le Président a proposé de fixer une date pour la soumission des questions additionnelles; ce pourrait être le 23 mai. Il convenait de fixer une autre date pour que la délégation thaïe puisse répondre à ces questions, par exemple le 6 juin. Une fois cette information disponible, il pourrait alors être utile de tenir des consultations informelles, à la mi-juin. Il s'agirait clairement, comme l'a indiqué la délégation japonaise, de mieux comprendre la situation concernant les programmes de l'Office thaïlandais des sites industriels et de la Commission pour les investissements.

69. Le délégué de la Thaïlande a remercié le Président de son initiative visant à fixer des dates pour les questions additionnelles et pour les réponses, ces dernières devant être remises la première semaine de juin. Il a fait savoir que la Thaïlande ferait de son mieux pour répondre aux questions dans les délais convenus. Cependant, si les questions soumises le 23 mai étaient nombreuses, un délai de deux semaines pourrait ne pas suffire.

70. S'agissant de la conduite des consultations informelles, le Président a dit qu'il s'entretiendrait avec la future Présidente pour lui demander de mener ces consultations.

71. Le Comité a pris note des déclarations faites et est convenu de procéder de la manière proposée par le Président.

T. MÉTHODE RELATIVE AU DOLLAR CONSTANT POUR LA GRADATION EN CE QUI CONCERNE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SMC

72. Le Président a rappelé aux Membres que, suite à la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (document WT/MIN(01)/17, paragraphe 10.1) - dans laquelle les Ministres avaient décidé que l'annexe VII b) de l'Accord s'appliquait aux Membres dont le nom y figurait jusqu'à ce que leur PNB par habitant atteigne 1 000 dollars EU par an en dollars constants 1990 pendant trois années consécutives - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la méthodologie indiquée dans le document G/SCM/38, Appendice 2 s'appliquait. Comme prévu dans le document, le

Secrétariat diffuserait des chiffres mis à jour à mesure que les calculs requis seraient faits, et ce sur la base des données pertinentes de la Banque mondiale.

73. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

#### U. GROUPE D'EXPERTS PERMANENT – ÉLECTION D'UN EXPERT

74. Le Président a rappelé que le mandat de M. Flores en qualité de membre du Groupe d'experts permanent se terminait au printemps 2003 et que le Comité devait procéder à l'élection d'un nouvel expert. Suite à une décision du Comité (G/SCM/4), le Président et le Vice-Président devaient proposer au Comité des candidats à l'élection. La proposition devait se baser sur les suggestions faites par les Membres et devait intervenir à l'issue de consultations informelles. Les candidats proposés devaient répondre aux conditions retenues par le Groupe, à savoir qu'ils devaient être indépendants et être hautement qualifiés dans les domaines des subventions et des relations commerciales.

75. Les Membres se rappelleraient que, dans le document G/SCM/105, le Président avait demandé que les Membres lui fassent part de leurs suggestions, au plus tard le 14 mars 2003. Vu qu'aucune suggestion ne lui était parvenue, le Président avait reporté ce délai au 10 avril 2003 (dans le document G/SCM/106). À la date définitive fixée, deux suggestions avaient été reçues. Les Membres se rappelleraient aussi que le Président les avait informés de la situation par télécopie du 14 avril 2003, leur faisant savoir que les Membres intéressés pouvaient demander au Secrétariat de leur faire parvenir le *curriculum vitae* des deux candidats proposés. Dans une télécopie du 29 avril, le Président s'était dit prêt à tenir des consultations informelles avec les Membres intéressés dans l'optique de trouver un consensus. Il s'est toutefois dit déçu de constater que seules quelques rares délégations avaient profité de la possibilité de s'exprimer sur ce point. Étant donné cette faible participation, le Président n'a pas été en mesure de trouver avant la réunion ne fut-ce qu'un début de consensus en vue de l'élection d'un expert. Il a donc estimé que le Comité n'était pas encore en mesure de prendre une décision sur l'élection. Dans ces circonstances, le Président a jugé que la meilleure chose à faire était de prier instamment les Membres de redoubler d'efforts sur cette question afin de parvenir à un accord le plus rapidement possible. Il a donc proposé que le prochain Président continue de tenir des consultations informelles avec les Membres pour trouver un début de consensus. Une fois ce début de consensus assuré, le Comité pourrait suivre une procédure écrite pour conférer un caractère officiel à l'élection du nouvel expert. Autrement dit, une fois le nouveau Président en mesure de faire ainsi, celui-ci communiquerait aux Membres le candidat ayant fait l'objet d'un début de consensus et, à défaut d'objection avant une certaine date, le candidat serait alors considéré comme ayant été élu en tant que nouvel expert. Le Président a demandé aux Membres s'ils acceptaient de procéder de la sorte.

76. Le Comité a pris note de la déclaration faite et est convenu de procéder de cette manière.

#### V. AUTRES QUESTIONS

##### 1. **Déclaration des États-Unis concernant la demande des États-Unis que le Secrétariat procède au calcul de la compétitivité à l'exportation dans le secteur du textile et du vêtement de l'Inde**

77. Pour l'information du Comité, le délégué des États-Unis a noté que les États-Unis avaient demandé que le Secrétariat procède au calcul de la compétitivité de certains produits textiles exportés par l'Inde.<sup>17</sup> Le Secrétariat avait effectivement procédé à ce calcul, qui faisait l'objet du document G/SCM/103/Add.1, que les États-Unis étaient en train d'examiner. Les États-Unis avaient l'intention, dans un avenir proche, d'avoir des échanges bilatéraux avec l'Inde au sujet de ces calculs.

---

<sup>17</sup> Distribué sous la cote G/SCM/103.

78. Le Comité a pris note de la déclaration.

**2. Déclaration de l'Inde concernant la demande des États-Unis que le Secrétariat procède au calcul de la compétitivité à l'exportation dans le secteur du textile et du vêtement de l'Inde**

79. Le délégué de l'Inde a déclaré que, suite à une demande des États-Unis, le Secrétariat avait diffusé le document G/SCM/103/Add.1, contenant un calcul de la compétitivité à l'exportation des textiles et vêtements de l'Inde. L'Inde était en train d'examiner attentivement le calcul effectué par le Secrétariat et souhaitait que le Secrétariat lui précise si les chiffres du commerce international utilisés dans ce calcul comprenaient les échanges effectués dans le cadre des accords commerciaux régionaux, des accords de libre-échange et des schémas de préférence relevant du Système généralisé de préférences. L'Inde croyait comprendre que le calendrier prévu pour l'élimination progressive des subventions à l'exportation commencerait lorsque l'Inde aurait reçu cet éclaircissement.

80. Le Président a fait savoir que le Secrétariat enverrait sa réponse non seulement à la délégation de l'Inde mais encore aux autres Membres du Comité. La précision demandée a été distribuée par la suite sous la cote G/SCM/103/Add.2.

81. En ce qui concerne le point de savoir à quel moment précis commence l'obligation pour un Membre de supprimer progressivement ses programmes de subventions à l'exportation, la délégation des États-Unis a déclaré que, de l'avis de sa délégation, ce moment commençait à partir du moment où la compétitivité à l'exportation était effective en vertu de l'article 27 de l'Accord. Il a dit que les Membres avaient déjà examiné la question dans le cadre de la mise en œuvre et le débat se poursuivrait certainement. De toute évidence, il y avait désaccord sur la manière dont il convenait d'interpréter l'Accord.

82. Le Comité a pris note de la déclaration.

**W. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE**

83. S'agissant de la date de la réunion ordinaire suivante du Comité, le Président a rappelé la déclaration du Président du Comité antidumping lors de la réunion des 1<sup>er</sup> et 2 mai 2003 selon laquelle le Secrétariat avait réservé des salles pour les semaines des 20 et 27 octobre, pour accueillir les réunions concernant les règles à l'automne 2003. La première semaine serait consacrée aux réunions du Comité des sauvegardes, le lundi 20 octobre (et non le vendredi 24 octobre comme il l'avait été dit à l'origine à la réunion du Comité des sauvegardes du 28 avril). Les organes du Comité antidumping se réuniraient du mardi 21 octobre au vendredi 24 octobre 2003. La deuxième semaine serait réservée aux réunions des organes du Comité des subventions et, vraisemblablement, à une réunion du Groupe de négociation sur les règles. Un rappel des dates serait bien évidemment envoyé aux Membres, comme le serait une notification officielle dans l'aérogramme de convocation à ces réunions.

84. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

**X. ÉLECTION DU BUREAU**

85. Le Président a rappelé que le Président du Conseil du commerce des marchandises avait mené des consultations informelles sur la nomination de présidents à divers organes travaillant sous les auspices du Conseil. Celui-ci avait pris note des nominations proposées lors de sa réunion des 12 et 13 mars 2003. Pour ce qui était du Comité SCM, le Président du Conseil avait proposé la nomination de Mme Lozano, de Colombie. Le Président a demandé au Comité s'il était d'accord pour élire Mme Lozano à la présidence.

86. Le Comité est convenu, par acclamation, d'élire Mme Lozano Présidente.

87. Quant à la question du Vice-Président du Comité, la Présidente a dit avoir tenu des consultations avec les Membres, sur la base desquelles, comme indiqué dans la télécopie datée du 30 avril 2003, le Président proposait d'élire M. Naoshi Hirose, du Japon, comme Vice-Président du Comité. Le Président a demandé au Comité s'il était d'accord pour élire M. Hirose comme Vice-Président.

88. Le Comité est convenu, par acclamation, d'élire M. Hirose Vice-Président.

89. Sur l'invitation du Président, la nouvelle Présidente, Mme Lozano, a pris la parole devant le Comité. Elle a exprimé sa gratitude de pouvoir assumer la Présidence au nom de la Colombie et a remercié le Comité de la confiance qu'il lui avait témoignée. Elle a remercié l'Ambassadeur Hovorka et lui a exprimé sa gratitude pour le travail mené pour le compte du Comité et pour le dévouement dont il avait fait preuve.

90. Le Président a exprimé sa profonde gratitude au Secrétariat pour l'aide et les précieux conseils que le Secrétariat lui avait prodigués tout au long de son mandat.

91. Le Comité a pris note des déclarations.

92. La réunion a été déclarée close.

---